



HAL
open science

Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Yémen. Images Economiques du Monde 2012, Armand Colin, 2011. halshs-01235449

HAL Id: halshs-01235449

<https://shs.hal.science/halshs-01235449>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

YEMEN

Révolution inachevée

Dans le sillage des révolutions tunisienne et égyptienne, le Yémen est en proie, depuis janvier 2011, à un soulèvement populaire de grande ampleur. Initié par la jeunesse urbaine, touchée à plus de 40 % par le chômage, ce mouvement de révolte pacifique a été progressivement regagné par les forces politiques d'opposition au parti du Président Saleh (socialistes et islamistes) et, même, par certains proches de ce dernier. D'importantes défections ont en effet eu lieu après la bavure policière du 18 mars qui entraîna la mort d'une cinquantaine de manifestants à Sanaa. En mai 2011, le chef de la puissante confédération tribale des Hashed, à laquelle appartient pourtant le président, a affronté la garde républicaine lors d'échanges de tirs dans un quartier nord de Sanaa causant plus de 40 morts. En place depuis 32 ans, le régime de Saleh est désormais très affaibli. Blessés par un tir d'obus le 3 juin, le président et son premier ministre eux-mêmes ont dû aller se faire soigner en Arabie Saoudite, laissant l'intérim au vice-président A.-M. Hadi. Le Conseil de Coopération du Golfe, auquel l'adhésion du Yémen est sans cesse repoussée par les pétromonarchies membres, a proposé un plan de sortie de crise début avril. Il prévoyait le départ définitif du Président, tout en lui garantissant son immunité, ainsi que des élections à brève échéance. Après quelques tergiversations, Saleh a rejeté la médiation proposée par ses voisins, convaincu d'être encore soutenu par un peuple qu'il n'hésite pourtant pas à réprimer, comme en témoignent les centaines de tués déplorés à Sanaa, Aden, Taz et Hodeïda depuis le début de l'année 2011. Quant aux Etats-Unis et à l'Arabie Saoudite, bien qu'ils se soient prononcés en faveur du départ de Saleh, ils ne souhaitent pas le renversement du régime avec lequel ils collaborent dans la lutte anti-terroriste. Les attaques se sont en effet multipliées depuis la naissance d'AQPA en 2009, notamment dans la province méridionale d'Abyan où les islamistes radicaux semblent s'être repliés.

Tensions sociales et économiques exacerbées

Outre le départ du Président et la réforme du système politique, l'amélioration du niveau de vie dans un pays qui occupe la 138^{ème} place à l'Indice de Développement Humain des Nations Unies, le combat contre les inégalités sociales grandissantes et la lutte contre la corruption se situent au centre des revendications de la rue yéménite. Ce large éventail des protestations explique par ailleurs le ralliement au soulèvement populaire des partisans de la rébellion zaydite, en passe de reprendre la ville de Saada après 7 ans de guerre larvée qui les oppose au gouvernement, mais aussi des sécessionnistes de l'ex-Yémen du Sud qui manifestaient à Aden bien avant le soulèvement de 2011. Il semble ainsi émerger pour la première fois une communauté d'intérêts et de sentiments au sein de mouvements contestataires qui s'ignoraient jusqu'à présent, révélant ainsi, outre l'usure du pouvoir, l'intensité et la multiplicité des crises politiques et sociales dans le pays. La situation économique est tout aussi préoccupante. Les exportations du gaz naturel liquéfié depuis 2009 ne comblent pas le tarissement des réserves pétrolières desquelles l'économie yéménite est pourtant très dépendante. Plus grave encore, la surexploitation des ressources en eau due à la très forte pression démographique pourraient bien ruiner le pays le plus pauvre du Moyen-Orient.